



African Union



# Renforcer les capacités afin d'intégrer la nutrition dans les programmes nationaux d'investissement agricole et de sécurité alimentaire en Afrique

## Ateliers du PDDAA pour le renforcement des capacités en nutrition

### *Atelier Afrique Australe*

Près de 870 millions de personnes sont estimées être sous-alimentées (en termes d'apport énergétique alimentaire) pour la période 2010-2012<sup>1</sup>. La sous-alimentation affecte près de 200 millions d'enfants ainsi qu'une femme sur trois dans le monde. En Afrique, le nombre d'enfants en insuffisance pondérale a presque doublé depuis 1980 et devrait augmenter de 25% d'ici 2015 par rapport à 1990. De nombreux pays engagés sur la voie des OMD pour atteindre les cibles de l'objectif-1 en lien avec la pauvreté économique n'ont réalisé que peu ou pas de progrès dans la réduction de la prévalence de l'insuffisance pondérale. Il est cependant possible d'améliorer la nutrition et il existe des interventions fondées sur des résultats étayés de preuves. Des modèles de programmes réussis à l'échelle des pays qui abordent les facteurs sous-jacents et déterminants de la sous-alimentation (pauvreté, agriculture, environnement politique, soins de santé et égalité des sexes) ont été conçus et mis en œuvre. Il faut noter que pour réduire la malnutrition de façon significative, la nutrition doit jouer un rôle majeur dans les processus d'élaboration de politiques qui doivent ensuite se traduire en politiques et programmes efficaces répondant aux défis qui s'imposent au niveau du foyer, de la communauté et du pays. Cela requiert un effort multisectoriel où chaque secteur prend des mesures pour : 1) intégrer la nutrition au sein des programmes en cours ; et 2) améliorer les efforts de collaboration entre secteurs et institutions.

Le nombre croissant de pays et de partenaires qui rejoignent le *Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN)* (35 pays, 23 venant d'Afrique) et le lancement de l'Initiative *Faim Zéro*<sup>2</sup> par le Secrétaire Général aux Nations Unies illustrent l'envergure des actions prises par les nombreuses parties prenantes pour le renforcement de la nutrition. La reconnaissance des rôles et des responsabilités du secteur agricole dans le domaine de la nutrition gagne de la vitesse et a été soulignée par la communauté internationale, recommandant fortement de mettre en priorité les approches sensibles à la nutrition et basées sur l'alimentation dans l'amélioration des régimes alimentaires et nutritionnels (FAO Symposium International sur la Sécurité alimentaire et nutritionnelle 2010), « avantageant » (Conférence Internationale de l'IFPRI 2011), « remodelant » (Fan et Pandya-Lorch 2012), ou « rendant concrètes » (IFAD 2011) les opportunités offertes par l'agriculture, dans le sens global du terme, afin d'améliorer la nutrition et la santé.

<sup>1</sup> L'insécurité alimentaire dans le monde, 2012

<sup>2</sup> Le mouvement SUN est une coalition composée de plus d'une centaine d'entités de gouvernements nationaux, d'agences de l'ONU, d'agences de développement, et d'organisations de la société civile entre autres. Il appelle à l'intensification des efforts collectifs pour concevoir et mettre en œuvre des interventions nutritionnelles qui accéléreront les progrès vers la réalisation de l'objectif-1 des OMD. L'initiative « Faim Zéro » est une initiative lancée par le Secrétaire Général aux Nations Unies qui invite tous les pays à travailler ensemble vers un futur où chaque personne reçoit une nutrition adéquate et où tous les régimes alimentaires sont résilients.

En Afrique, les efforts pour renforcer la contribution du secteur agricole à la réduction de la pauvreté sont décrits dans le cadre du PDDAA pour la sécurité alimentaire en Afrique qui définit un plan d'action pour réaliser l'objectif-1 des OMD en Afrique par le biais d'une croissance poussée par l'agriculture. Le PDDAA représente ainsi pour l'agriculture l'opportunité de contribuer à la montée en puissance de la nutrition et de rallier les autres secteurs pour lutter contre la malnutrition. Alors que de nombreux Programmes Nationaux d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIA/SA) incluent des objectifs nutritionnels, il manque pour la plupart des mesures concrètes nécessaires pour contribuer à la sécurité nutritionnelle par le biais de l'amélioration des pratiques agricoles. Le NEPAD a ainsi lancé une initiative pour renforcer les capacités permettant de prendre en compte la nutrition à travers la formulation et la mise en œuvre de PNIA/SA. Le cœur de cette stratégie consiste à organiser des ateliers régionaux rassemblant des équipes pays composées de professionnels de l'agriculture, de la santé, des finances, du secteur privé et de la société civile, afin de mettre au point des feuilles de route qui maximiseront l'impact nutritionnel des programmes d'investissement agricole. Le premier de ces ateliers, tenu à Dakar au Sénégal (Novembre 2011), a réuni 180 participants venant de 17 pays d'Afrique Occidentale, ainsi que des partenaires du développement travaillant à l'échelle régionale et mondiale. L'atelier d'Afrique de l'Est et Centrale a réuni 18 pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique Centrale et vient d'avoir lieu à Dar-Es-Salaam en Tanzanie (Février 2013). Le troisième est prévu pour la zone Afrique Australe et aura lieu à Gaborone au Botswana en Septembre 2013. Ces ateliers ont déjà permis à environ 400 participants d'approfondir leur compréhension du rôle de l'agriculture dans l'amélioration de la nutrition, d'intensifier le dialogue et la compréhension mutuelle du rôle de chaque secteur pour l'amélioration de la nutrition et de convenir d'étapes pratiques et concrètes pour la mise en œuvre d'actions dans le domaine de la nutrition sur le terrain. Les ateliers ont permis de développer l'élan national et d'intensifier le profil de l'agriculture en tant que partenaire essentiel dans le domaine de la nutrition.

### **Objectif général**

L'objectif général des ateliers de nutrition et de leur processus de suivi est d'assurer la planification, la budgétisation et la mise en œuvre des interventions nutritionnelles dans le cadre des Programmes Nationaux d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire. Les ateliers font aussi partie prenante d'un processus plus large de renforcement des capacités destiné à aider les pays à accroître l'impact nutritionnel des PNIA/SA. Les pays tireront les leçons et construiront sur la base des initiatives existantes de renforcement des capacités à l'échelle nationale et régionale. Ces efforts contribueront aux initiatives de renforcement des capacités du PDDAA en matière de conception, de gestion et de suivi et évaluation des programmes du troisième pilier du PDDAA.

### **Objectifs spécifiques, Agenda et résultats attendu de l'atelier**

Les objectifs spécifiques de l'atelier incluent :

- 1) Améliorer la compréhension des bonnes pratiques et solutions pour améliorer l'intégration de la nutrition dans le cadre du PDDAA et de ses processus (convention du PDDAA, formulation de programmes nationaux d'investissement agricole, mobilisation de ressources, mise en place du plan d'investissement, suivi et évaluation).
- 2) Améliorer les capacités d'utilisation des outils disponibles et des ressources techniques diffusées au niveau global ou issues d'expériences pays pour intégrer la nutrition et l'agriculture.

- 3) Renforcer les réseaux de professionnels et d'experts du développement au niveau national et régional afin de contribuer à la réalisation des objectifs du PDDAA et de sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- 4) Améliorer la compréhension de comment les problématiques de gouvernance institutionnelle et programmatique pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle peuvent s'aligner, notamment via les mécanismes de coordination multisectorielle et de développement des partenariats publics-privés

Les ateliers couvriront les thèmes suivants : analyse de situation, conception, suivi et évaluation, coordination, renforcement des capacités et questions d'évaluation des coûts et de financement, tout cela étant analysé avec un angle nutritionnel et sur la base des Principes Directeurs pour intégrer la nutrition et l'agriculture. Une attention particulière sera apportée à la conception en partageant des exemples d'interventions clés pour lier l'agriculture et la nutrition qui ont montré des résultats tangibles (par exemple, changement du comportement du consommateur, promotion des chaînes de valeur nutritionnelles et des aspects liés à la sécurité des aliments, dont l'anatoxine, diversification de la production locale et support des moyens d'existence, notamment à travers la protection sociale, intégration des problématiques urbaines, etc...). De surcroît, une attention spéciale sera accordée au VIH / SIDA compte tenu de la haute prédominance et de l'impact qu'ils peuvent avoir sur la sécurité alimentaire des foyers et leur nutrition à de nombreux niveaux dans la zone Afrique Australe.

Il est attendu que les **équipes pays auront préparé et revu** leur convention et leurs programmes d'investissements dans le cadre du PDDAA ainsi que toute autre stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle ayant un lien avec la nutrition. Les équipes pays travailleront en amont de l'atelier sur les synthèses de contexte en compilant les informations sur le statut de la nutrition dans les programmes nationaux d'investissement, les politiques nationales en sécurité alimentaire et nutrition, les structures en charge de la nutrition dans le pays, et les besoins perçus en terme de capacités concernant la nutrition et les mesures nécessaires pour consolider les composantes de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les programmes d'investissement.

L'atelier offrira une plate-forme permettant de répondre aux objectifs fixés. Plus particulièrement, les livrables attendus au niveau pays inclus :

- **Des synthèses sur la situation nutritionnelle par pays** (Nutrition Country Paper), récapitulant les informations nutritionnelles pertinentes sur la situation alimentaire, agricole, sanitaire et socio-économique de chaque pays fondées sur ou complétant les documents préparés par chaque pays sur la nutrition pour la Seconde Conférence internationale sur la Nutrition (CIN2)
- **Des feuilles de route par pays** élaborées à l'aide des *Principes Directeurs*, d'une *liste de questions et de conseils* bénéficiant des connaissances et des leçons apprises décrivant la façon dont les pays devront intégrer la nutrition dans leurs plans d'investissement agricoles, et décrivant les actions à entreprendre pour s'assurer que les recommandations émergents des groupes de travail soit pris en compte dans les plans et mis en œuvre. Ces **feuilles de route pays** seront soumises à une consultation approfondie au niveau pays et seront utilisées comme référence pour le suivi au niveau pays et régional (UA/NEPAD et Communautés Economiques Régionales).

Le Comité de Pilotage s'engage à s'assurer que **les recommandations effectuées pendant l'atelier soient mises en œuvre**. Des efforts seront entrepris afin d'aider les pays à mobiliser les ressources techniques et financières supplémentaires nécessaires à la mise en œuvre de la feuille de route de leur

pays (par exemple, formations régionales, formations en ligne, projets d'assistance technique au niveau du pays, ateliers nationaux). Un accent particulier sera mis sur la coordination de l'assistance et des ressources techniques disponibles en vue d'optimiser leur efficacité. Les résultats de cette initiative permettront d'alimenter le débat sur une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels (voir également [www.fao.org/ICN2](http://www.fao.org/ICN2))

### Participants suggérés

Le public ciblé considéré sera composé de personnes du secteur agricole et d'autres secteurs apparentés à la nutrition (santé, éducation, finances) et représentant le gouvernement, la société civile, le secteur privé et les partenaires au développement. Chaque pays sera représenté par **6 à 10 participants**, incluant:

- Les points focaux nationaux du PDDAA ;
- Un ou plusieurs Représentants du Département de Planification du Ministère de l'Agriculture<sup>3</sup> et/ou le point focal CIN2 ;
- Un ou plusieurs Représentants du Ministère de la Santé chargé(s) de la nutrition, du genre et/ou point focal CIN2 ;
- Un Représentant du Ministère de l'Éducation ;
- Un Haut Représentant de la Commission Nationale de Planification ;
- Un Haut Représentant du Ministère des Finances (en charge de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle) ;
- Un ou plusieurs Représentants du Comité de Coordination multisectoriel sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (s'il existe, par exemple le partenariat REACH, le Groupe de Travail sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition, le Comité sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition, le Mouvement SUN) ;
- Un Représentant du Comité National sur le VIH/SIDA ou équivalent ;
- Un ou plusieurs Représentants de la Société Civile provenant d'organisations travaillant sur l'agriculture, la sécurité alimentaire ou la nutrition ;
- Un ou plusieurs Représentants du Secteur Privé (notamment des organisations de producteurs agricoles) ;
- Un Représentant du secteur Académique travaillant sur l'agriculture, la nutrition, la sécurité alimentaire ou des problématiques similaires.

Les participants seront **identifiés par le biais de consultations avec les acteurs-clé locaux les plus appropriés au niveau national**. Outre les représentants nationaux, l'atelier réunira également des professionnels des Communautés Economiques Régionales (le COMESA, l'ECSA (Afrique orientale, centrale et australe), la SADC et la CAE), des partenaires du développement, des agences de l'ONU, des ONG et des universitaires travaillant à l'échelle régionale et mondiale. Le point focal du PDDAA identifiera un volontaire pouvant jouer le rôle de « personne support » à l'atelier pour le pays et l'aidera elle et l'équipe du pays concerné avec les préparations intra-pays, le travail de groupe durant l'atelier et le suivi après l'atelier.

---

<sup>3</sup> Agriculture, Ressources animaux/élevage, Pêche, Foresterie

## Organisation de l'atelier

Le processus de préparation de l'atelier est dirigé par un **Comité de Pilotage** et soutenu par un équipe centrale d'organisation chargés de coordonner tous les aspects de la préparation de l'atelier, notamment: la planification stratégique ; le plaidoyer, la communication et la mobilisation de fonds ; la définition du contenu technique ; les invitations et la logistique. Le Comité de Pilotage est présidé par l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (NPCA) et est composée de Représentants des Communautés Economiques Régionales, des organisations de donateurs (participant au Fonds fiduciaire multilatéral du PDDAA), des agences de l'ONU dont le partenariat REACH, du mouvement SUN, d'ONG et d'Universitaires.

### Date et lieu

📍 Atelier du PDDAA sur la nutrition pour l'Afrique Australe – 9-13 septembre, Gaborone, Botswana

### Liste des pays, atelier pour l'Afrique australe

Pays	COMESA	ECSA	CAE	SADC	IGAD	CEEAC	Processus du PDDAA <sup>4</sup>	SUN <sup>5</sup>	REACH <sup>6</sup>
1. Angola				✓		✓	Avant-projet de convention		
2. Botswana		✓		✓			Avant-projet de convention		
3. Comores	✓						Avant-projet de convention		
4. Lesotho		✓		✓			Avant-projet de convention		
5. Madagascar	✓			✓			Processus lancé	✓	
6. Malawi	✓	✓		✓			GAFSP reçu	✓	
7. Ile Maurice	✓	✓		✓			Processus lancé		
8. Mozambique		✓		✓			GAFSP reçu	✓	✓
9. Namibie		✓		✓			Processus à lancer	✓	
10. Seychelles	✓	✓		✓			Conception du PI en cours		
11. Afrique du Sud		✓		✓			Avant-projet de convention		
12. Swaziland	✓	✓		✓			Conception du PI en cours		
13. Zambie	✓	✓		✓			Conception du PI en cours	✓	
14. Zimbabwe	✓	✓		✓			Avant-projet de convention	✓	

Pays ayant participé à l'atelier pour l'Afrique Occidentale (Dakar, nov. 2011) : Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Tchad, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée Bissau, Guinée Conakry, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Gambie, Togo.

Pays ayant participé à l'atelier pour l'Afrique Orientale et Centrale (Dar-Es-Salaam, fév 2013) : Burundi, Cameroun, République de Centrafrique, RDC Congo, République du Congo, Djibouti, Guinée Equatoriale, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Kenya, Rwanda, São Tomé et Príncipe, Sud Soudan, Somalie, Soudan, Tanzanie, Ouganda.

Pays restants : Algérie, Égypte, Libye, Maroc, Tunisie

<sup>4</sup> Entraîne quatre étapes, (1) Conception de la convention et signature, (2) Développement du Plan d'Investissement, (3) Revue technique du Plan d'Investissement, (4) Réunion d'affaire

<sup>5</sup> Le mouvement SUN est une coalition composée de plus d'une centaine d'entités de gouvernements nationaux, d'agences de l'ONU, d'agences de développement, et d'organisations de la société civile entre autres. Il appelle à l'intensification des efforts collectifs pour concevoir et mettre en œuvre des interventions nutritionnelles qui accéléreront les progrès vers la réalisation de l'objectif-1 des OMD.

<sup>6</sup> L'initiative REACH (*Renewed Efforts Against Child Hunger*) promeut une approche holistique dans la lutte contre la sous-alimentation dans le cadre de l'objectif-1 des OMD, avec l'intention d'appuyer les gouvernements à planifier, hiérarchiser et gérer les activités de nutrition intersectorielles entre les nombreux acteurs-clés.